



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

10 août 2016

Trois inspecteurs généraux d'Etat ont été traduits devant le Conseil de discipline et ce, pour non-respect des règles du métier et de la procédure. En réalité, ils ont décelé l'existence d'un éventuel détournement de deniers publics par des hautes personnalités de l'Etat dont le rapport y afférent a fuité dans la presse. Par ailleurs, les journaux se sont également intéressés à la commémoration de la date du 10 août 1991, marquée par l'indifférence totale.

Economie et société

ADMINISTRATION, TROIS INSPECTEURS GÉNÉRAUX D'ÉTAT EN CONSEIL DE DISCIPLINE

Un rapport « accablant » pour l'administration Rajaonarimampianina, dressé par trois inspecteurs d'Etat, leur a valu un passage devant le Conseil de discipline. Pour rappel, les trois agents de l'Inspection Générale de l'Etat ont relevé une opération « suspecte » dans l'administration de la Commune rurale d'Ambohimahasina, dans le District d'Ambalavao, dans la Région Haute Matsiatra. En 2014, une somme de 396 492 444Ar a en effet été versée par le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation dans le compte de ladite commune et ce, à titre de « subvention exceptionnelle ». Interrogé par ces inspecteurs sur l'utilisation de cette subvention, le maire a affirmé que cette somme a tout juste transité dans le compte bancaire de sa commune car un ordre venant de haut lieu l'a sommé de la transférer vers un particulier, plus précisément un opérateur économique réputé pour être un proche du couple présidentiel. Dans la section réponse du maire figurant dans la « note de vérification », ce dernier soutient que l'opérateur dénommé Razaimamonjy Claudine l'avait appelé en premier lieu pour lui ordonner de procéder au transfert de la somme sur son compte personnel. Ayant refusé, c'est le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation à cette période, Olivier Mahafaly qui l'a sommé de se plier à cet ordre par téléphone. Au mois d'avril dernier, la presse a pu se procurer une copie de ce rapport « sensible », aboutissant à une importante médiatisation de l'affaire. Les inspecteurs généraux d'Etat à l'origine de ce rapport sont par conséquent soupçonnés d'être à l'origine de la « fuite » de ce document et ont été traduits en Conseil de discipline, dont la séance s'est tenue lundi dernier au palais d'Iavoloha. Ils sont ainsi accusés de non-respect des règles du métier ainsi que de la procédure, en l'occurrence l'obligation de réserve ainsi que l'obligation de remettre le rapport à leur supérieur hiérarchique. Le Secrétaire général de la Présidence, le général Roger Lala a dirigé la séance qui a duré près de 11 heures, à l'issue de laquelle il a été proposé à ce que « les trois inspecteurs généraux d'Etat fassent l'objet d'une mutation d'office ». Il appartient néanmoins au Président de la République de trancher sur cette « sanction ». (L'Express de Madagascar p.3 ; Les Nouvelles p.3)

- Dans une déclaration, rapportée par L'Express de Madagascar, maître Willy Rasolonjatovo, avocat des trois inspecteurs généraux d'Etat, soutient qu'aucune des charges retenues contre ces derniers n'a pu être prouvée. Il souligne également que la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



décision du Conseil de discipline convient aux trois hauts fonctionnaires dans la mesure où ils avaient déjà sollicité une affectation depuis maintenant de deux ans car ils « ne peuvent plus travailler avec l'actuel Directeur général par Intérim de l'Inspection générale de l'Etat ». En ce qui concerne le non-respect de la procédure, l'avocat a déclaré qu'une copie du rapport a été transmise au DG par intérim de l'IGE, à la Primature et à la Présidence de la République. Il n'a pas omis de préciser qu'à aucun moment du CoDis, la véracité des faits révélés dans le rapport n'a été contestée » (p.3)

- **L'Express de Madagascar** rappelle que peu avant le remaniement gouvernemental ayant vu le remplacement de l'ancien PM Jean Ravelonarivo, le refus de Razaimamonjy Claudine de répondre à une convocation de l'IGE a été fortement médiatisé. S'ensuit ensuite une publication dans les quotidiens de la « note de vérification » dans laquelle figure le nom de l'actuel Premier ministre qui, à cette période, a formellement démenti les affirmations des publications en criant à un acte de dénigrement (p.3)
- **Les Nouvelles** rapporte que le syndicat des Inspecteurs d'Etat suit de très près cette affaire et affirme condamner toutes poursuites contre les trois fonctionnaires si des anomalies sont réellement constatées dans la gestion des derniers publics (p.3 ; **Midi Madagasikara** p.2)
- Selon **Midi Madagasikara**, deux et non trois inspecteurs généraux d'Etat ont été traduits en Conseil de discipline. (p.2)
- **La Gazette de la Grande île** soutient que plusieurs cas de subventions - d'un montant astronomique - destinées à financer une simple réhabilitation du bureau communal de communes rurales éloignées ont été relevés par ces inspecteurs généraux de l'Etat. Le quotidien interprète également le Conseil de discipline et la sanction infligée comme un message clair que le pouvoir veut adresser aux agents de contrôle et de vérification : le silence absolu sur toute implication des hautes personnalités de l'Etat dans des affaires louches et une subordination sans faille à la hiérarchie, au détriment de l'éthique (p.3)
- Selon **Tia Tanindrazana**, ce rapport qui accable le régime Rajaonarimampianina et l'actuel Premier ministre en particulier figure parmi les facteurs ayant amené au remplacement du Premier ministre Jean Ravelonarivo (p.3)
- **Madagascar Matin** précise que c'est le DG par intérim de l'IGE qui a porté plainte contre les trois inspecteurs d'Etat et ce, pour avoir envoyé une copie de leur rapport à la Primature. Il a ainsi demandé à ce que ces derniers soient révoqués avec suspension des droits acquis.
- L'avocat des inspecteurs généraux d'Etat révèle plusieurs vices de forme concernant ce Conseil de discipline : il s'est tenu au palais présidentiel d'Iavoloha et non dans les locaux de l'IGE à Antaninarenina, le DG par intérim est en même temps le plaignant, le greffier et le rapporteur et la décision de les traduire en Codis est intervenue avant la demande d'explication qui leur a été adressée (**La Vérité** p.3)

DESCENTE DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS A SOARANO-ANTANIMENA

Le ministre des Travaux publics et son staff se sont enquis de l'avancée des travaux d'élargissement des chaussées entrepris sur l'axe Soarano-Antanimena, en se rendant sur les lieux hier. Pour rappel, ce projet consiste principalement à étendre la route à 4 voies si elle en était constituée de 2 auparavant. Un fonds à hauteur de 4 milliards d'Ariary a été alloué par

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



le Fonds d'Entretien Routier pour financer les travaux. Jusqu'à présent, 35-40 % des travaux sont achevés, enregistrant par conséquent un léger retard par rapport aux prévisions initiales en termes de délai d'exécution. A l'occasion de cette descente sur le terrain, le ministre Eric Razafimandimby a précisé que le retard est notamment dû à la procédure de démolition de certaines constructions longeant la route. Cette procédure d'expropriation attend effectivement la publication officielle de l'arrêté de démolition dont celle du mur servant de clôture du marché de Pochard et qui a constitué un important foyer de tension, depuis le début des travaux. Quoi qu'il en soit, des compromis semblent avoir été trouvés suite à des négociations entreprises par le ministère en charge des Projets présidentiels et le ministère des Travaux publics. Si les démolitions interviendront dans les jours qui suivent, une nouvelle planification devrait sortir prochainement afin de rattraper les retards accusés par les travaux, prévus de s'achever dans trois au plus tard (**Les Nouvelles p.18, Madagascar Laza p.3 ; Madagascar Matin p.2**)

- **Madagascar Matin** précise que le décret d'expropriation pour cause d'utilité publique est déjà sorti, cependant les commerçants au sein du marché de Pochard refusent la démolition du mur situé de leur côté de la chaussée (**p.2**)

Politique interne

LA COMMEMORATION DU 10 AOÛT 1991 N'INTERESSE PERSONNE

Il y a 25 ans, le « Herivelona Rasalama », conduit entre autres par les Albert Zafy, Manandafy Rakotonirina ou encore feu Pasteur Richard Andriamanjato, a entrepris la « Grande marche pour la liberté », consistant à rallier le palais d'Iavoloha dans l'optique de démettre le Président de la République de l'époque, l'amiral Didier Ratsiraka, du pouvoir. L'initiative s'est transformée en un carnage aboutissant à plusieurs dizaines de décès et des centaines de blessés. Bien que constituant une date marquante de l'histoire politique de la Grande île, le 10 août ne semble susciter aucun intérêt pour les politiciens au regard de l'absence d'évènement ou d'initiative de commémoration. Sollicité par **L'Express de Madagascar** sur le sujet, le Préfet de police d'Antananarivo a déclaré qu'aucune demande allant dans ce sens n'a encore été déposée jusqu'à hier, manifestant par conséquent l'indifférence et le désintérêt de cet évènement tragique pour les acteurs politiques actuels. (**p.5**)

- **Les Nouvelles** rappelle qu'aucune lumière n'a été faite jusqu'à présent à propos de ce carnage du 10 août 1991, les victimes s'étant faits discrets depuis et les dirigeants de l'époque n'ayant jamais été inquiétés à ce propos (**p.2 ; Midi Madagasikara p.2**)
- Bien que figurant parmi les leaders du mouvement politique Herivelona Rasalama, le parti MFM et son ténor Manandafy Rakotonirina démentent leur participation à la « Grande marche pour la liberté du 10 août 1991 ». Ils ont en effet mis en place le Hery Velona Madagasikara en raison de différents (**Midi Madagasikara p.3**)
- De l'opinion de **Midi Madagasikara**, l'histoire politique de la Grande île est marquée par des changements de régime entachés d'effusion de sang, rappelant à cet effet les différentes dates y afférents. Le quotidien estime que les Malgaches devraient savoir tirer des leçons de ces tragédies afin de ne pas répéter les mêmes erreurs (**p.3 ; Madagascar Matin p.3**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- **Madagascar Laza** a également retracé les grandes lignes de l'histoire politique du pays tout en précisant à la fin de son article que contrairement au régime précédent, les exilés et détenus politiques n'existent plus sous le régime actuel (p.3)
- **La Gazette de la Grande île** rappelle qu'une première investigation sur ce « carnage d'Iavoloha » a été entreprise sous le Premier ministre Francisque Ravony, ayant permis l'acquisition de plusieurs éléments importants tels que les témoignages et des pièces à conviction. Pourtant au retour au pouvoir de Didier Ratsiraka, les investigations et enquêtes ont été stoppées et les différents éléments du dossier saisis. (p.5-12)
- **Tia Tanindrazana** souligne que cette Grande marche vers Iavoloha a ouvert la voie à la Démocratie étant donné que la chute de la 2^{ème} République est à l'origine du multipartisme ainsi que la création de médias et stations audiovisuelles privées. Le quotidien soutient par ailleurs que ce genre de tragédie doit servir de leçon à la population qui est toujours sacrifiée au profit de la politique et de la quête du pouvoir sans qu'aucune considération ne lui soit accordée après les événements. Pour preuve, le mystère reste entier concernant ce carnage, aucun responsable n'a été condamné (p.3)
- **La Vérité** estime que le silence sur la commémoration du 10 août 1991 cette année est en partie dû à l'emprisonnement du politicien Alain Ramaroson car ce meneur du Herivelona Rasalama fait partie des rares personnalités politiques procédant encore à des dépôts de gerbe chaque année pour commémorer cette date (p.3)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

